

Monde/France

Transition climatique : voici les raisons d'y croire

Alors que la Cop27 se poursuit, une analyse estime qu'une économie climatiquement neutre n'est pas une utopie en France. Mais c'est aussi une transformation sans précédent.

C'est une traversée qui a tout du passage du cap Horn par gros temps. Elle implique de la solidarité et nécessité de construire un consensus pour arriver à bon port. En termes maritimes, c'est ainsi qu'on pourrait résumer la dernière note du Conseil d'analyse économique consacrée au changement climatique en France. « **L'objectif de zéro émission nette en 2050 est à notre portée** », estime Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz.

Mais le coût s'annonce élevé : 2,5 points de PIB (produit intérieur brut), soit 70 milliards d'euros par an jusqu'en 2030 pour une transformation sans précédent. Tout va se jouer en effet dans des délais très courts avec un impact sur « **la production énergétique, l'industrie, l'agriculture, l'habitat, les transports, les modes de vie et la consommation. Dans chacun de ces domaines, cela va occasionner des pertes de capital ou une dévalorisation de certaines compétences** » tout en créant « **des opportunités d'innovations et d'investissements** », expliquent les deux auteurs.

Ils citent ainsi la perte de valeur des



L'État va devoir soutenir les investissements en faveur de la transition énergétique, rappelle le Conseil d'analyse économique.

1 PHOTO : FRANCK DUBRAY, OUEST FRANCE

logements les plus mal isolés ou la disparition de certains secteurs, comme ceux spécialisés dans les moteurs thermiques. Dans un tel environnement, les points de fragilité por-

tent notamment sur les finances publiques. « **À court et moyen terme, l'impact de la transition sur les finances publiques a toute chance d'être négatif.** » Car l'État va devoir soutenir

les investissements et surtout impulser une trajectoire partagée et comprise par l'ensemble des acteurs. La transition énergétique est bien un défi démocratique qui nécessite de se « **doter d'une doctrine d'emploi des fonds publics. Il y a beaucoup de mauvaises raisons de s'endetter, la transition climatique n'en fait pas partie.** »

Des marges de manœuvre

Des marges de manœuvre existent cependant. Elles passent par une réallocation massive des soutiens.

« **Dans le monde, la totalité des recettes procurées par les mécanismes de prix du carbone s'est élevée à 57 milliards de dollars en 2021, contre 450 milliards de subventions directes aux énergies fossiles.** »

Enfin, autre difficulté soulignée par Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz : le retard pris par la recherche dans le domaine économique. « **Les macroéconomistes ont tardé à se saisir d'un sujet qu'ils percevaient comme essentiel pour le long terme, mais assez secondaire à l'horizon de quelques années.** »

Patrice MOYON.